



Le BIEN PUBLIC ne paraîtra pas mardi 25 novembre 2008.

Ce mouvement, qui recueille l'adhésion unanime des équipes prépresse jour et nuit, est de la responsabilité exclusive de la direction. Il trouve son origine dans la dégradation du dialogue social au sein de l'entreprise et fait suite aux décisions prises par la direction, qui débouchent sur une organisation du travail susceptible de mettre en péril la qualité du journal, ses résultats en terme de diffusion, et par conséquent la pérennité des emplois du service technique.

Nous avons alerté à de multiples reprises la direction sur les difficultés que rencontre l'équipe syndicale à mener à bien certains dossiers en raison de relations avec des interlocuteurs peu présents sur le site, non informés ou dans une logique hostile au dialogue avec les partenaires sociaux, ce qui laisse des problèmes aigus sans réponse pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

La situation économique globale et celle du BIEN PUBLIC en particulier ne permettent pas que cet état de fait perdure. C'est pourquoi les personnels techniques ont décidé de réagir.

Les personnels techniques et leurs délégués n'osent pas imaginer que le climat actuel est sciemment dégradé dans le but non avoué de s'appuyer sur cette dégradation enregistrée dans l'entreprise afin de justifier des opérations de concentration.

Les personnels et leurs délégués en appellent à la responsabilité de la direction : elle a tous les moyens à sa disposition pour reprendre le dialogue social et ainsi concourir avec le personnel technique à la défense et la promotion de la presse quotidienne d'information, et du Bien Public en particulier.

Les délégués FILPAC CGT du BIEN PUBLIC